

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2016

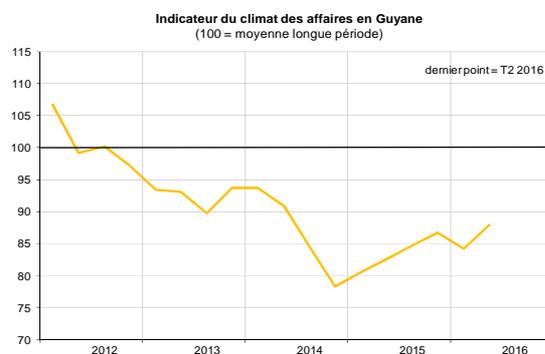
LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN GUYANE

Le climat des affaires et l'emploi sont mieux orientés

L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'établit à 87,9 points au deuxième trimestre 2016, en hausse de 3,7 points par rapport au trimestre précédent. Toutefois, son niveau reste bien inférieur à sa moyenne de longue période (-12,1 points). Les composantes passées et futures sont en progression respectivement de +2,5 points et de +1,2 point.

Les indicateurs macroéconomiques du deuxième trimestre 2016 sont contrastés : l'investissement des entreprises progresse, mais la consommation des ménages reste fragile, en dépit d'une inflation contenue. Le marché du travail est cependant mieux orienté : le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi se réduit, notamment chez les jeunes. Les échanges extérieurs se contractent, en raison d'un recul des importations de matériels de transports, d'hydrocarbures naturels et des produits des industries extractives.

Seul le secteur du tourisme fait état d'une activité orientée positivement, notamment après avoir été dans une situation dégradée durant plus de deux ans. Les professionnels du BTP sont plus nombreux à estimer que leur activité s'améliore, même si pour la majorité, le courant des affaires reste dégradé. Pour leur part, les commerçants voient leur situation se fragiliser un peu plus. Enfin, le secteur primaire, les industries agroalimentaires et les services marchands constatent que leur activité a nettement chuté.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

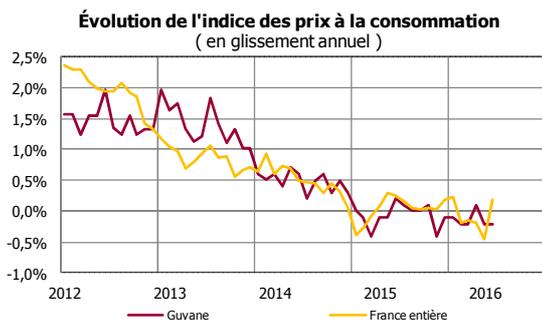
T
E
N
D
A
N
C
E
S

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES EN BERNE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), la croissance de l'Amérique latine devrait se contracter de 0,8 % en 2016 et être ainsi inférieure à celle observée en 2015 pour la région (-0,5 %). Ces estimations en baisse sont dues aux mauvais résultats enregistrés par le Brésil et le Venezuela. En parallèle, la Cepal estime que la croissance de l'Amérique Sud reculerait de 2,1 % en 2016. Ceci s'expliquerait par une diminution de la demande intérieure et extérieure, témoignant ainsi de la réduction de l'investissement national. Le Brésil et l'Équateur devraient voir leur PIB se réduire de -3,5 % et l'Argentine de -1,5 %. Pour sa part, le Venezuela, touché par une importante crise, devrait voir son PIB chuter de -8 %. À l'inverse, les pays d'Amérique centrale pourraient afficher une croissance régionale de +2,6 % en 2016, avec en premier lieu la République dominicaine (+6 %), suivie par le Panama (+5,9 %), le Nicaragua (+4,5 %) le Guatemala (+3,5 %) et le Honduras (+3,4 %). L'économie mexicaine devrait quant à elle, croître de 2,3 % en 2016.

Source : Direction générale du Trésor

Une inflation toujours contenue



Source : Insee, données mensuelles (indice incluant le tabac)

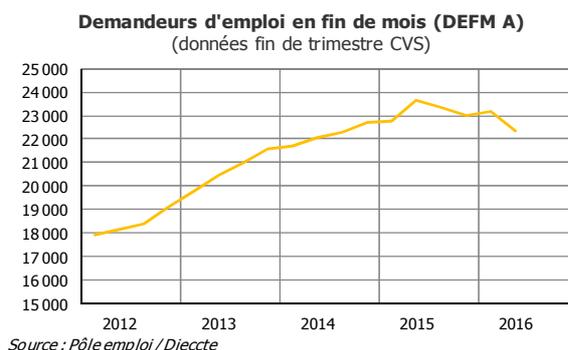
Au deuxième trimestre 2016, l'indice des prix à la consommation (IPC) enregistre une légère hausse (+0,7 %), après avoir connu un recul (-0,7%) en début d'année. Cette évolution s'explique par une hausse de l'ensemble des postes de consommation, en particulier ceux des services (+0,6 %) et de l'énergie (+5,0 %).

En rythme annuel, l'indice global des prix à la consommation se replie à nouveau (-0,2 %). L'augmentation des prix de l'alimentation (+1,0 %) est atténuée par la baisse des prix de l'énergie (-4,9 %) et celle des produits manufacturés (-0,4 %).

Baisse du nombre de demandeurs d'emploi, notamment chez les jeunes

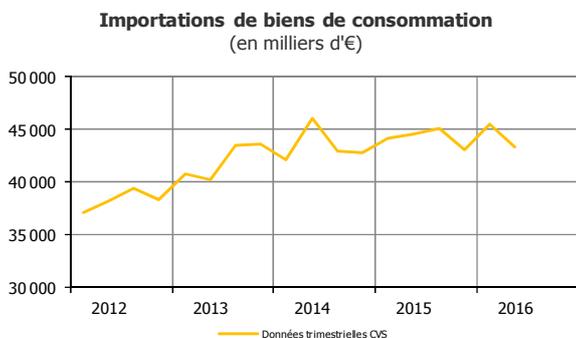
Le marché du travail est en amélioration au deuxième trimestre après avoir montré des signes de fragilité au début de l'année. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'inscrit en repli à la fois sur le trimestre (-3,6 % CVS) et sur l'année (-5,5 % CVS).

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi (catégorie A) est également en recul sur le trimestre (-3,1 %) et sur un an (-3,5 %). Même si le nombre de seniors demandeurs d'emploi (catégorie A) est lui aussi en baisse sur cette période (-1,6 %), il enregistre une hausse sur l'année (+1,7 %). Le nombre total de personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an se replie nettement (-6,6 %), confirmant ainsi une amélioration de la situation sur le marché du travail. Cependant entre mars et juin, le marché du travail perd en dynamisme, les offres d'emploi reculant de -7,0 %.



Source : Pôle emploi / Dieccte

La consommation des ménages : des indicateurs contrastés



Source : Douanes

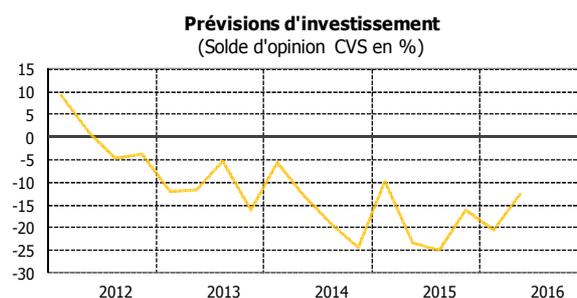
Au deuxième trimestre, les importations de bien de consommation et de produits agroalimentaires sont en baisse (respectivement de -4,8 % et -7,3 % CVS), alors que les importations des biens d'équipement électrique et ménagers ainsi que les ventes de véhicules de tourisme sont en hausse (respectivement +41,8 % et +1,2 % CVS). L'encours de crédits à la consommation est resté quasiment stable ce trimestre (+0,1 %). De leur côté, les professionnels du commerce sont plus nombreux à penser que leur activité se détériore.

Les indicateurs de vulnérabilité témoignent d'une situation plus nuancée pour les ménages. En effet, 62 dossiers ont été déposés devant la commission de surendettement au deuxième trimestre, soit une augmentation de +12,7 %. À l'inverse, le nombre de retraits de cartes bancaires régresse (-22,7 %) et le nombre de personnes physiques en interdit bancaire enregistre une baisse de -2,3 %.

Les prévisions d'investissement se redressent dans un contexte fragile

Au deuxième trimestre, les indicateurs d'investissement des entreprises progressent : les importations de biens d'équipement, et les ventes de véhicules utilitaires augmentent respectivement de +11,4 % de +15,0 % (CVS). Selon les établissements de crédit, l'encours aux entreprises est en hausse au deuxième trimestre : les encours d'investissement et de crédits immobiliers sont en rebond respectivement de +6,7 % et de +3,1 %.

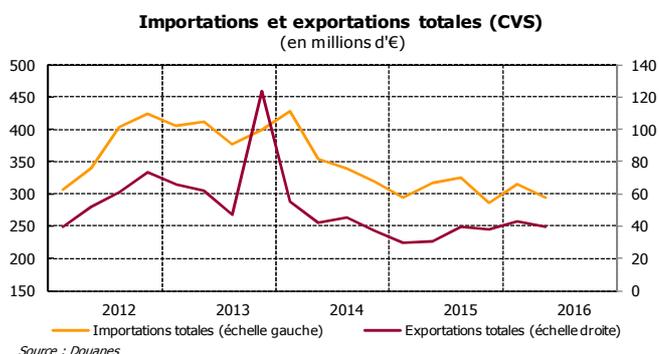
Ainsi, même si les chefs d'entreprise sont plus nombreux à penser investir (notamment dans le secteur du BTP et du tourisme), ils restent globalement pessimistes sur leurs prévisions d'investissement. Seule la majorité des entreprises du secteur primaire prévoit d'investir dans les douze prochains mois.



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

Toutefois, entre les mois d'avril et juin, les indicateurs de vulnérabilité des entreprises attestent d'une certaine précarité. En effet, même si le nombre de personnes morales en interdiction bancaire croît faiblement (+0,8 %), celui des redressements (13 redressements judiciaires, contre aucun en début d'année) et des liquidations judiciaires (33 liquidations contre 12 précédemment) est nettement plus important. Parallèlement, le montant des impayés sur effets s'accroît de +53,5 %.

Contraction des échanges commerciaux extérieurs



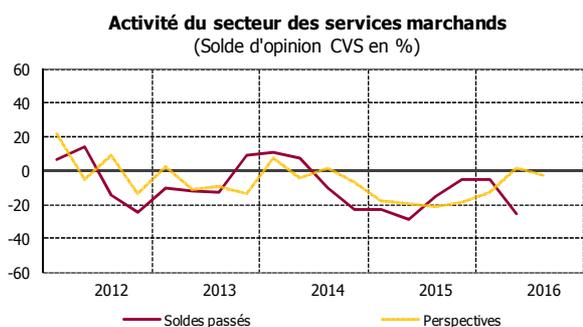
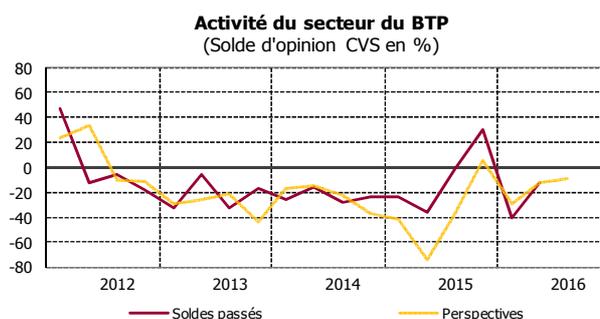
Les exportations se contractent au deuxième trimestre (-8,3 % CVS), tempérant ainsi la progression du début d'année. Les exportations de matériels de transport, des produits d'hydrocarbures naturels, et des produits des industries extractives ont diminué (respectivement de -28 %, -42 % et -23 %).

Les importations reculent de -6,6 % (CVS) après avoir enregistré une hausse de 9,9 % (CVS) sur la période précédente. Cette évolution trouve principalement son origine dans la diminution des importations de produits des industries agroalimentaires et de produits pétroliers raffinés.

UNE REPRISE D'ACTIVITÉ ENCORE HÉSITANTE

Au deuxième trimestre, l'optimisme du début d'année ne s'est pas concrétisé : moins d'entreprises ont vu leur activité se redresser. En revanche, peu d'entreprises ont constaté une détérioration : (i) de leur délai de paiement, et (ii) de leur trésorerie. Enfin, la majorité des entreprises a constaté un alourdissement de ses charges.

L'activité du secteur du BTP progresse tout en demeurant fragile. Cette amélioration, qui s'accompagne d'une réduction des délais de paiement constatés, devrait se renforcer sur la prochaine période. Dans ce contexte, les chefs d'entreprises sont plus nombreux à penser investir sur les douze prochains mois même si les ventes de ciments (hors filler, liant et big bag) se tassent de -33,1 % (CVS). L'amplitude du tassement des ventes de ciment est à relativiser au regard du pic de ventes enregistré au premier trimestre 2016 (+29 % CVS par rapport à fin 2015).

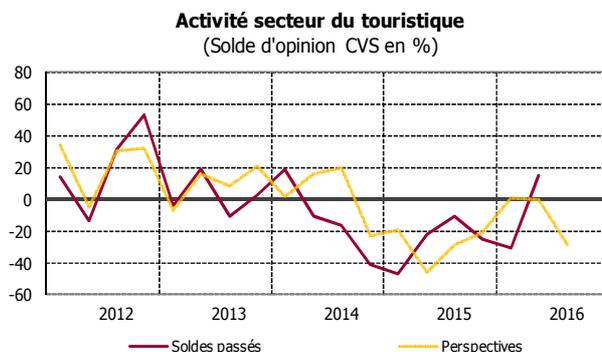


L'activité du secteur des services marchands a chuté au deuxième trimestre alors qu'une amélioration notable avait été anticipée. Les entrepreneurs interrogés font majoritairement état de carnets de commandes en repli. Après un début d'année difficile, les chefs d'entreprise sont en revanche moins nombreux à constater une dégradation de leur trésorerie. Leurs prévisions d'investissement se redressent, même si la majorité d'entre eux reste pessimiste.

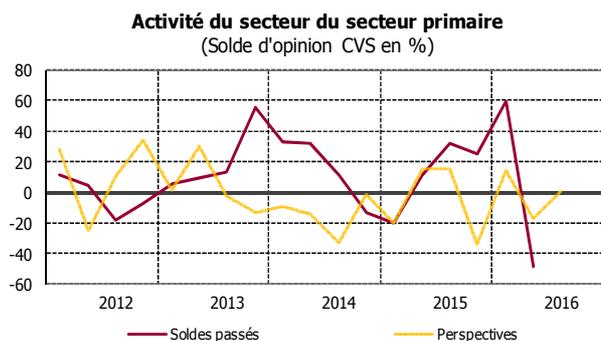
Avec trois tirs effectués et la mise en orbite de neuf satellites au deuxième trimestre, l'activité spatiale est en progression par rapport au début de l'année 2016. En rythme annuel, l'activité spatiale a vu le nombre de satellites envoyés s'accroître, et les perspectives de l'exercice 2016 sont quasiment similaires à celles de 2015 (les objectifs de lancement étant de l'ordre de 11 tirs).

Les professionnels du secteur du commerce estiment que leur activité est toujours mal orientée mais entrevoient une légère amélioration pour le prochain trimestre. Les entreprises constatent un raccourcissement des délais de paiement qui bénéficie à leur trésorerie, mais aussi un accroissement de leurs charges. Les prévisions d'investissement demeurent en berne. Les ventes totales de véhicules sont en hausse de +4,4 % CVS sur le trimestre et de + 8,1 % sur un an. Cependant, le montant des impayés sur effets (incident de paiement) s'est accru sensiblement de +40,2 % pour le secteur.

L'industrie touristique guyanaise enregistre de bons résultats au deuxième trimestre 2016, avec notamment une augmentation du nombre de passagers aériens de 9,7 % (CVS) et un net rebond du nombre de nuitées hôtelières à la fois sur le trimestre (+17,9 %, CVS) et sur un an (+19,0 %, CVS). Ce bilan vient corroborer l'opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution plus dynamique que prévu de leur activité et de leurs effectifs. Les professionnels du secteur anticipent en revanche un courant d'affaires moins porteur entre juillet et septembre.



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les chefs d'entreprise du **secteur primaire et des industries agroalimentaires font état d'un niveau d'activité en net retrait**, dépassant leurs appréhensions du début d'année. Parallèlement, ils constatent un allongement de leurs délais de paiement conjugué à une contraction de leurs trésoreries. Les importations de bovins s'inscrivent en baisse (-13,0 %, CVS), et les abattages cessent de progresser avec un retrait de 1,5 % (CVS).

Concernant la filière porcine, les tendances sont contrastées : les importations marquent un peu plus le pas avec une nette baisse de 18,5 % (CVS). Les abattages enregistrent en revanche une nouvelle augmentation (+4,6 %, CVS). Enfin, dans le secteur de

la pêche, les exportations de crevettes atteignent leur plus bas niveau et chutent de 80,6 % alors que celles de poissons restent relativement stables (-0,3 %, CVS).

INCERTITUDES SUITE AU RÉSULTAT DU REFERENDUM AU ROYAUME-UNI

À la suite du vote du Royaume-Uni en faveur d'un retrait de l'Union européenne, les prévisions de croissance mondiale ont été légèrement revues à la baisse (-0,1 point) pour 2016 et 2017 par le FMI, pour se situer respectivement à 3,1 % et 3,4 %. Les perspectives sont plus défavorables pour les pays avancés tandis qu'elles demeurent globalement inchangées pour les pays émergents et en développement. Le « Brexit », qui a pris de court les marchés financiers, est selon le FMI de nature à accroître l'incertitude économique, politique et institutionnelle et devrait peser sur les économies des pays européens avancés, dans des proportions toutefois difficiles à quantifier.

Aux États-Unis, la croissance au premier trimestre 2016 a été moins vigoureuse qu'attendu, conduisant à l'atténuation des prévisions de croissance pour 2016 de 0,2 point de pourcentage. La croissance devrait rebondir au deuxième trimestre, soutenue par la baisse des taux longs et une normalisation de la politique monétaire. Le FMI table sur une croissance moyenne de 2,2 % en 2016.

Dans la zone euro, le taux de croissance a été supérieur aux prévisions au premier semestre, porté par une solide demande intérieure et un léger rebond de l'investissement. Malgré le « Brexit », les prévisions de croissance ont été revues à la hausse (+0,1 point à 1,6 %).

Selon les chiffres publiés par l'INSEE le 29 juillet, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2016, après +0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a perdu de sa vigueur, tandis que l'investissement s'est replié après trois trimestres de nette hausse. Le commerce extérieur a en revanche été un facteur de soutien de l'activité. Le FMI maintient sa prévision de croissance pour la France en 2016 à +1,6 %.

Au Japon, l'activité a été légèrement meilleure que prévu malgré une demande intérieure toujours faible et une inflation en recul. Cependant, les prévisions de croissance ont également été revues à la baisse de 0,2 point pour s'établir à 0,3 % en 2016. Les perspectives à court terme se sont améliorées en Chine, en raison de récentes mesures de soutien à la croissance (réduction des taux prêteurs, politique budgétaire expansionniste, augmentation des dépenses d'infrastructures). Le FMI prévoit une croissance du PIB de 6,6 % en 2016.

Tout en présentant des perspectives différenciées, les pays émergents et en développement devraient globalement enregistrer une croissance stable en 2016 (+4,1 % après +4,0 % en 2015). Au Brésil et en Russie, la récession devrait être moins forte, sous l'effet d'un retour de la confiance des acteurs économiques et d'une remontée des cours du pétrole.

Sources : FMI, INSEE – données arrêtées à la date du 29 juillet 2016

Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr